



Communiqué de presse

Mercredi 26 novembre

Table ronde « transports » ?...c'est non !

Lors d'une conférence de presse consacrée à la conférence environnementale, Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie a affirmé que la résiliation du contrat entre l'Etat et Ecomouv ne devait pas être comprise comme l'abandon de l'Ecotaxe. Satisfaites d'entendre Ségolène Royal apporter cette précision à quelques jours de la conférence environnementale, FNE, la LPO, le RAC et les Amis de la terre, qui ne participent pas à la table ronde « transports » de la conférence, attendent avec impatience les signes tangibles du retour de ce dispositif.

La confiance n'y est plus

L'Ecotaxe avait été élaborée collectivement, par l'ensemble des parties prenantes, lors du Grenelle de l'Environnement. Elle avait été votée à la quasi-unanimité par le Parlement. Pourtant, le gouvernement, impressionné par quelques casseurs a décidé unilatéralement qu'elle ne serait jamais mise en œuvre faisant perdre à l'Etat, au passage, trois milliards d'euros entre le manque à gagner et l'indemnisation d'Ecomouv'

Michel Dubromel, responsable du dossier Transports : *« Comment dans ces conditions, pouvons-nous faire confiance à la parole du Gouvernement lors des négociations à la table ronde transports ? Comment espérer obtenir quoi que ce soit de structurant alors que les moyens ne seront pas au rendez-vous »*

La vraie négociation se fait sans les collectivités ni les ONG

Le ministre des transports, M. Vidalies, a annoncé le 18 novembre lors d'une audition au Parlement « qu'un groupe de travail avec les transporteurs a été créé pour trouver des recettes de substitution à l'écotaxe poids lourds ». Les autres acteurs concernés par le financement des infrastructures n'ont nullement été conviés. C'est avec les transporteurs seuls que le gouvernement semble vouloir trouver des solutions.

Pierre Perbos, RAC : *« si c'est au sein de ce groupe que les négociations avancent, la table ronde transports de la conférence environnementale ne sera que l'occasion de nous occuper en discutant de grands principes, pendant que les mesures concrètes se décideront ailleurs. »*

Une expérimentation en région et une table ronde « transports » consacrée à l'Ecotaxe

Dans une interview, François Hollande s'est déclaré favorable à une éventuelle «expérimentation» de l'écotaxe en Alsace-Lorraine, «si les élus le décident et si elle est compatible avec nos engagements européens». Nous considérons qu'un engagement ferme du gouvernement au sujet de cette expérimentation serait une preuve tangible de la volonté affichée par Ségolène Royal de remettre l'Ecotaxe, ou taxe kilométrique poids lourds (TKPL), sur les rails.

Allain Bougrain Dubourg, président de la LPO : *« La question de la mobilité ne peut ni s'envisager ni se réaliser sans prendre en compte l'impact sur la biodiversité. Le ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie a judicieusement adossé la biodiversité au climat, il doit en être de même pour les transports dont on mesure les conséquences sur le vivant. »*

Denez L'Hostis, président de FNE : *« Nous avons quitté la table ronde « transports » car nous considérons que l'annonce du gouvernement concernant l'abandon de l'écotaxe constituait un déni de démocratie et un renoncement face à la violence déployée par une minorité. Remettre l'Ecotaxe, ou plutôt la TKPL, à l'ordre du jour de la conférence environnementale serait une preuve de la volonté du gouvernement de ne pas définitivement enterrer ce qui constitue un vrai progrès environnemental. »*